

100 MILLIARDS DE CENTIMES SEULEMENT SUR LES 600
OCTROYÉS À LA WILAYA ONT ÉTÉ CONSOMMÉS

L'aveu du wali de Béjaïa

Le wali de Béjaïa, Ouled Salah Zitouni, a procédé à l'installation de trois nouveaux chefs de daïra dans l'après-midi de jeudi.

Il s'agit de M^{me} Djamilia Touati épouse Aimeur, ancienne secrétaire générale de la daïra d'Azzefoun, installée comme chef de daïra de Derguina en remplacement de Ghoul Slimane muté vers la daïra de Ténès et de Bouليل Ahmed, ex-chef de daïra de Aïn Kechra qui succède à l'ancien responsable d'El Kseur, décédé il y a plus d'une année.

Ammar Merjaoui, ex-attaché de cabinet de la wilaya de Boumerdès a été installé dans ses nouvelles fonctions de chef de daïra de

Barbacha en remplacement également de l'ancien responsable de cette localité mis à la retraite.

Les trois cérémonies d'installation se sont déroulées en présence des autorités civiles et militaires de la wilaya ainsi que des représentants de la société civile des trois daïras. La première autorité de la wilaya a appelé ces nouveaux responsables à «mettre les bouchées doubles» pour promouvoir leurs daïras en privilégiant le dialogue, la communication et la concertation en matière de déve-

loppement local et d'accorder une attention particulière aux grands projets qui connaissent un retard dans leur réalisation.

Ouled Salah Zitouni, installé depuis près de trois mois à la tête de l'administration de Béjaïa, dans son intervention, a tenu à informer les élus et les citoyens qu'il n'y a pas «de problème financier dans la wilaya». «L'Etat a mis tous les moyens nécessaires ; la preuve est que sur les 600 milliards de centimes octroyés à la wilaya de Béjaïa dans le cadre des projets communaux de développement, seulement 100 milliards ont été dépensés», a fait savoir le wali de Béjaïa.

S'agissant de l'imputation des retards dans la réalisation des projets aux oppositions des citoyens, le wali a appelé à «l'application stricte des lois de la République». «Instaurer l'autorité de l'Etat et ne jamais léser les citoyens de leurs droits. Il faut tout simplement appliquer les lois de la République strictement», a indiqué le chef de l'exécutif de la wilaya de Béjaïa tout en tendant la main aux citoyens de la wilaya à «l'accompagner dans l'effort de relance et la redynamisation des projets de développement pour lesquels d'importants efforts financiers ont été consentis», note-t-il.

A. Kersani

TIARET

Vers la réhabilitation de l'Appat ?

Jouissant autrefois d'une réputation avérée du fait du rôle de plaidoyer qu'elle assumait, l'Association de wilaya pour la protection du patrimoine archéologique (Appat) a fait l'objet d'une sentence qualifiée d'injuste aux yeux de certains acteurs de la vie associative locale.

La genèse remonte à près de deux ans, lorsque ladite association qui s'apprêtait à organiser une rencontre à caractère scientifique à l'occasion du mois du Patrimoine au niveau de l'auditorium de l'université Ibn-Khaldoun de Tiaret , s'est vu notifier un niet catégorique à l'annulation pure et simple de l'événement.

Ce jour là, la conférence «empêchée» devait être animée par l'éminent historien archéologue, J. Laporte, auteur de plusieurs contributions scientifiques de qualité et non moins ancien assistant de feu D' Kadra, une valeur patrimoniale territoriale dont l'ouvrage sur les «Djeddars» demeure une référence bibliographique de haute facture pour les chercheurs du monde entier.

Et pourtant, toutes les démarches administratives étaient réunies au préalable (la wilaya informée, les invitations lancées, ...). Une décision qui aurait jeté de la consternation parmi les membres de l'association de l'époque d'autant plus qu'aucune

explication ne leur a été fournie.

Depuis ce malencontreux incident, le président, en la personne de M. Daoud, était harcelé de toute part. Nul ne réfute le fait que cette association a toujours été sollicitée pour organiser des circuits et visites guidées au profit de délégations hôtes de la wilaya, comme ce fut le cas de l'ambassadeur de Grande-Bretagne, les représentants du Scac (service de la coopération et de l'action culturelle), de l'ambassade de France et de nombreux touristes.

L'Appat peut se targuer, nous dit-on, d'avoir réalisé d'innombrables sorties de familiarisation et de sensibilisation à la donne patrimoniale en faveur des enfants scolarisés durant toutes les éditions antérieures du mois du Patrimoine. Mieux encore, ladite association compte à son actif une série de formations de guides de sites, universitaires bénévoles en majorité avec, en prime, des apports méthodologiques de qualité sur la problématique aiguë de la sauvegarde.

Par ailleurs, il importe de relever que l'Appat animait un réseau régional d'associations patrimoniales à Chlef, Laghouat, Tissemsilt, El Bayadh, Djelfa, Adrar et Oran, réseau comptabilisant plusieurs regroupements régionaux et voyages pédagogiques au piedmont de l'Atlas saharien et aux Oasis du Sud, encadrés par des professionnels et chercheurs reconnus.

La capitalisation des savoir-faire a permis à l'Appat de décrocher avec brio deux projets cofinancés, l'un par la délégation de l'Union européenne à Alger à l'instar des 130 autres projets soutenus par ce bailleur en partenariat avec l'Agence de développement social (ADS), et l'autre par l'ambassade de France en Algérie dans le cadre des appels annuels à propositions régulièrement lancées en direction des associations.

Ces financements, confirme l'association , s'inscrivent au titre des relations de coopération dûment établies tel que stipulé par la loi n° 06 du 12 janvier 2012 régissant les associations. Ceci sans compter les subventions qui ont été accordées par le biais du fonds de wilaya et le ministère de la Culture, soutien apporté à la lumière des réalisations tangibles

de cette même association qui inscrit son action avant tout dans le développement local et l'exploration continue des opportunités visant l'attractivité territoriale.

Pour preuve, les multiples randonnées à travers les sites archéologiques — la wilaya de Tiaret en recèle 462 répertoriés —conduites par les guides de l'Appat, au profit des cadres de la société étrangère de réalisation d'ouvrages ferroviaires et des responsables financiers de banque de notoriété venus apprécier ou plutôt tester le cadre de vie dans la wilaya.

Partie prenante de tous les rendez-vous régionaux (assises du développement local, assises sur les politiques publiques de jeunesse, voire internationaux comme le symposium international de la société civile tenu au Caire en 2010..., les observateurs regrettent que l'Appat soit «gommée» de l'environnement associatif local pour des raisons inconnues puisque jusque-là non notifiées à l'organisation. Cela dit, à Tiaret, nombreux sont ceux qui placent un grand espoir en la personne du nouveau wali de la wilaya à l'effet d'un discernement accru ou tout simplement pour rétablir l'ordre des choses...

Mourad Benameur

EMPLOI

Ardis recrute à Oran

Ce jeudi matin à l'amphithéâtre central de l'Université USTO, quelque 300 jeunes chômeurs inscrits à l'Anem d'Oran ont été regroupés pour assister à une présentation de la société Ardis spécialisée dans la grande distribution.

Ce groupe devrait ouvrir dans quelques mois un grand centre commercial au niveau du quartier Haï Yasmin, commune de Bir El Djir et qui nécessitera le recrutement en tout de 350 employés.

Pour la présentation tenue ce jeudi, il s'agissait de pourvoir d'abord à 150 postes par la méthode de simulation avec entretiens qui se dérouleront au niveau de l'agence de l'Anem de Bir El Djir. Ces premiers postes concernent avant tout les emplois de caissiers et caissières et employés de rayons. Dans une autre étape, le groupe Ardis devra pourvoir et offrir des postes de management, adjoints de caissiers, et des boulangers, pâtisseries sur diplôme.

Dans cette opération de recrutement dite par simulation, l'Anem travaille en collaboration avec des experts de l'UE dans le cadre d'un programme d'aide et d'appui à l'insertion professionnelle. D'autres experts du pôle emploi ont également développé des programmes cette fois destinés aux cadres de l'Anem, notamment ceux qui seront chargés à leur tour d'encadrer les demandeurs d'emploi, c'est une modernisation de cette agence avec toute une série de programmes et d'appuis qui existent depuis 3 à 4 ans à l'échelle nationale.

Fayçal M.